

# DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de Conseillers :	
En exercice	67
Présents	54
Votants	63
Dont 9 procurations	

OBJET :

NUMERIQUE :

ACCOMPAGNEMENT  
NUMERIQUE A  
DESTINATION DES  
PETITES  
COLLECTIVITES



Certifié exécutoire
Reçu en préfecture ou en Sous-Préfecture le : 21/10/2024
Publié ou notifié le : 21/10/2024

L'an deux mille vingt quatre le : **Jeudi 26 Septembre à 18 H 30**  
le **Conseil Communautaire dûment convoqué,**  
s'est réuni en session **ordinaire** à la **Salle des Fêtes de Charrin**

sous la **Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.**

**Date de convocation : 19 Septembre 2024**

**Etaient présents :**

- **Achun** : Denis LARUE
- **Alluy** : Patrice BONNET
- **Aunay en Bazois** : Patrick CHAUSSAT
- **Avrée** : Georges CHÂTEAU
- **Biches** : Annie LECERF
- **Brinay** : Pierre TISSIER-MARLOT
- **Cercy-la-Tour** : Sébastien DESCREAUX  
Julien DENOUEL  
Jean-Michel AGEZ  
Monique BERNARD
- **Charrin** : Serge CAILLOT, Hervé GARÇON
- **Châtillon-en-Bazois** : Christine MASCARELLO  
Jean-Christophe SAVE
- **Chiddes** : Bernadette MADINSKI
- **Chouigny** : Thierry LAPORTE
- **Dun sur Grandry** : Christiane MAURY-JOSSERAND
- **Fléty** : Romain COUGNY
- **Fours** : David BONGARD, Frédéric LEMOINE
- **Isenay** : Pascal PETIT
- **La Nocle-Maulaix** : Pascal PERRIN
- **Lanty** : Annick BERTRAND
- **Larochemillay** : Nathalie MICHON
- **Limanton** : Patrick REVENEAU
- **Luzy** : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN, Olivier FAURE,  
Florence CHANDIOUX, Thierry DESCOURS,  
Floor NUSINK

Envoyé en préfecture le 21/10/2024

Reçu en préfecture le 21/10/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240926-2024\_CC\_139-DE

SLO

.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : Christian POUCHELET
- **Montambert** : /
- **Montapas** : Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron** : Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré** : /
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Marie-Claire RANVIER,  
Jean-Paul LAMBOURG

- **Ougny** : Michel DURAND
- **Poil** : /
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : Marcel CANTAT Supplée Claude ROYÉ

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol** : Bernard LEBLANC
- **Semelay** : Guy LAFFAYE
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : /
- **Tazilly** : /
- **Ternant** : Alain BARBEY Supplée Olivier FOREST
- **Thaix** : David JOYEUX
- **Tintury** : Pascale CHAMARD
- **Vandenesse** : Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon** : Patrick LORGÉ

**Procurations de :**

- 1 – Mme Caroline MARCEAU à M. Sébastien DESCREAUX
- 2 – Mme Sylvie DELAVELLE à Mme Jocelyne GUERIN
- 3 – M. Michel MARIE à M. Jean-Christophe SAVE
- 4 – M. Pascal GUERIN à M. Romain COUGNY
- 5 – M. Sylvain BONNODOT à M. Michel DURAND
- 6 – Mme Marie-Laure PARMENTIER à Mme Monique BERNARD
- 7 – Mme Marie-Christine ROY à M. David BONGARD
- 8 – Mme Elisabeth JOSSE à Mme Marie-Claire RANVIER
- 9 – M. Serge DUCREUZOT à M. Serge CAILLOT

Envoyé en préfecture le 21/10/2024

Reçu en préfecture le 21/10/2024

Publié le

**SLO**

ID : 058-200067882-20240926-2024\_CC\_139-DE

## NUMERIQUE : ACCOMPAGNEMENT NUMERIQUE

### A DESTINATION DES PETITES COLLECTIVITES

M. Antoine-Audoine MAGGIAR, conseiller communautaire délégué au numérique, explique que la CCBLM a postulé en ligne le vendredi 26 juillet pour bénéficier et/ou pour que les communes de l'EPCI puissent bénéficier d'un accompagnement numérique sur mesure, proposé par l'Incubateur des Territoires de l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT).

La CCBLM a été retenue. La mutualisation des accompagnements avec les communes d'un même EPCI est possible. Les communes de la CCBLM ont été sollicitées pour savoir si elles étaient intéressées pour participer.

L'accompagnement permet aux petites collectivités d'identifier les outils répondant à leurs besoins numériques, de mettre en œuvre leur stratégie numérique. Un parcours de formations à destination des élus et techniciens peut aussi être proposé. Cet accompagnement est estimé à 8 000 €, et est entièrement pris en charge par l'ANCT.

Les derniers accompagnements prévus pour l'année 2024 doivent démarrer début octobre (pour une durée de 3 mois). Si un positionnement est plutôt projeté pour 2025, l'accompagnement sera proposé à nouveau au printemps (mars).

L'intercommunalité occupera un rôle de relais pour les différentes communes qui se montreraient intéressées et supervisera les échanges avec l'Incubateur des Territoires et les communes. Actuellement, les communes de Cercy-la-Tour, Châtillon-en-Bazois et Limanton ont indiqué leur souhait de bénéficier de cet accompagnement. D'autres communes pourront s'y greffer par la suite.

Il ne faut toutefois pas oublier qu'elle s'appuie déjà actuellement sur d'autres partenaires comme la Mission Numérique ou bien l'ARNia pour les questions numériques.

**Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, valide l'accompagnement numérique par l'ANCT tel que proposé.**

*[Annexe : plaquette et brochure de présentation, convention-type et exemple de délibération]*

Envoyé en préfecture le 21/10/2024

Reçu en préfecture le 21/10/2024

Publié le


ID : 058-200067882-20240926-2024\_CC\_139-DE

SLO

**Pour copie certifiée conforme,  
Fait à Moulins-Engilbert,  
Le 26 Septembre 2024**



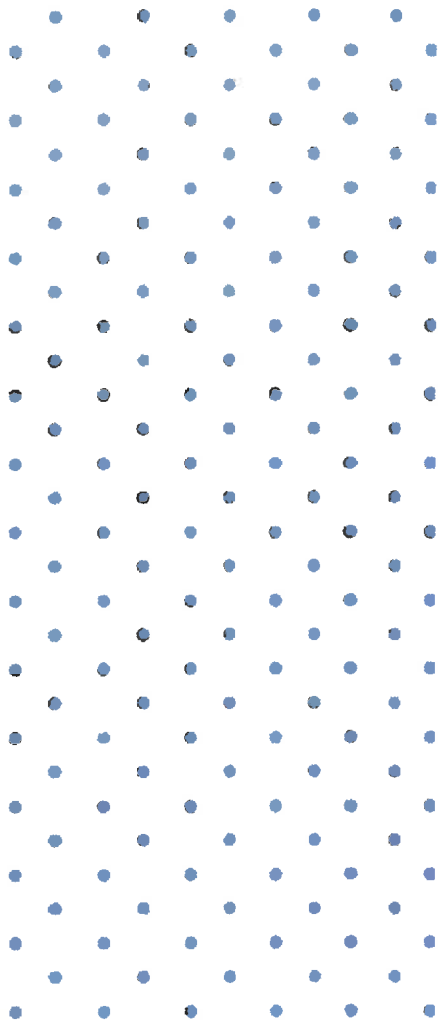
**Le Secrétaire de Séance,  
Hervé GARÇON.**



**Le Président,  
Serge CAILLOT.**

# L'accompagnement numérique sur mesure à destination des petites collectivités

Incubateur des Territoires

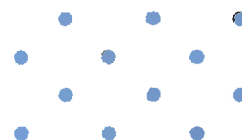


Envoyé en préfecture le 21/10/2024  
Reçu en préfecture le 21/10/2024  
Publié le  
ID : 058-200067882-20240926-2024\_CC\_139-DE

 SLO

# 1.

## Présentation de l'Incubateur des Territoires



Envoyé en préfecture le 21/10/2024

Reçu en préfecture le 21/10/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240926-2024\_CC\_139-DE

**SLO**

# Créer des services numériques avec, par et pour toutes les collectivités territoriales



## MISSION

de l'Agence Nationale de la  
Cohésion des Territoires  
Direction Générale Déléguée au  
Numérique



## MEMBRE

du réseau beta.gouv  
de la DINUM



## EN CROISSANCE

depuis sa création  
fin 2020

# Les trois axes d'intervention de l'incubateur en 2024



## INCUBATEUR

### 20 PRODUITS INCUBÉS

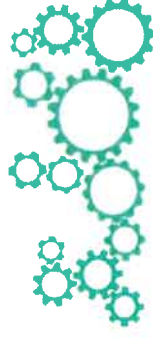
... développés selon la méthode  
« startup d'Etat » portée par le réseau  
beta.gouv de la DINUM



## ACCOMPAGNATEUR

### 200 COLLECTIVITÉS

... soutenues par le dispositif  
d'accompagnement numérique sur  
mesure depuis 2021



## CO-OPERATEUR

### ÉCOSYSTÈME D'OPÉRATEURS

... dans lequel s'inscrit l'Incubateur en tant  
qu'opérateur, contributeur, sponsor et  
partenaire opérationnel (DECLIC)





ANNUAIRE  
DES COLLECTIVITÉS

Offrir une page web  
à chaque commune de France

AGENTS EN INTERVENTION

Faciliter jusqu'au terrain le pilotage  
et la coopération des équipes techniques  
des collectivités

ESPACE SUR DEMANDE

Faciliter la mise à disposition  
et la localisation des espaces publics  
des collectivités auprès des citoyens.

RDV SERVICE PUBLIC

Faciliter la prise de rdv entre le  
service public et les usagers des  
territoires

TOUTES ET TOUS CONNECTÉS

Outiller les collectivités et les services de  
l'Etat afin de permettre aux territoires de  
suivre et agir pour la réduction de la  
fracture numérique



DEVECO

Faciliter l'accès et la gestion des  
données entreprises pour les  
collectivités



BASES ADRESSES LOCALES

Accompagner et outiller les collectivités  
pour mettre à jour leurs adresses  
et alimenter la Base Adresse Nationale



DONNÉES ET TERRITOIRES

Outiller et accompagner les  
agents publics  
dans leurs usages de la donnée



PCRS

Accompagner les collectivités pour  
mettre en place puis piloter leur  
Plan Corps de Rue Simplifié



uMap

Outiller les agents publics  
pour créer des cartes en ligne



MON SUIVI SOCIAL

Libérer du temps pour  
l'accompagnement social grâce à une  
solution simple, intuitive et sécurisée.



CONSEILLER  
NUMÉRIQUE

CONSEILLER NUMÉRIQUE

Former et déployer des conseillers  
numériques pour accompagner les  
usagers vers l'autonomie numérique



AIDANTS CONNECT

Sécuriser l'aidant et la personne  
accompagnée dans la réalisation de  
démarches administrative en ligne

LES BASES DU NUMÉRIQUE  
D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Faciliter le partage de ressources et  
de communs pour les acteurs de  
l'inclusion numérique

CARTOGRAPHIE  
D'INCLUSION NUMÉRIQUE

Orienter les publics vers les structures  
répondant à leur besoin



LA COOP DE LA  
MÉDIATION NUMÉRIQUE

Mettre à disposition des médiateurs un  
catalogue d'outils pour mieux  
accompagner les éloignées du numérique



MON ESPACE COLLECTIVITÉ

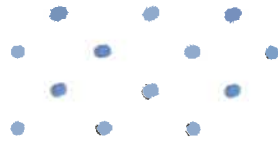
Réunir en un seul endroit collectivités  
et Etat Local pour accélérer les projets  
et leur impact sur le territoire

ADMINISTRATION +

Résoudre les blocages administratifs  
complexes et/ou urgents

LA SUITE TERRITORIALE

Mettre à disposition des collectivités  
territoriales une plateforme sécurisée  
de services mutualisés





## 2.

L'accompagnement  
numérique sur mesure de  
l'Incubateur des Territoires

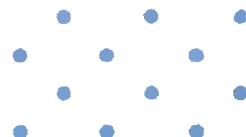
Envoyé en préfecture le 21/10/2024

Reçu en préfecture le 21/10/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240926-2024\_CC\_139-DE

**SLO**



# L'accompagnement numérique sur mesure (ANSM)



## MODALITÉS

- > Communes << 3500 hab. et EPCI << 15 000 hab.
- > Intervention d'un expert en numérique.
- > Financé entièrement par l'Incubateur des Territoires.



## OBJECTIFS

- > Établir un diagnostic personnalisé de vos besoins en matière de numérique
- > Identifier des solutions numériques adaptées à vos besoins.
- > Cartographier l'écosystème numérique de votre territoire (acteurs mobilisables pour la mise en oeuvre tels que les OPSN, les CDG, ATD ...).



## DÉROULÉ

- > Entretiens auprès des élus, agents et administrés de votre collectivité pour étudier les usages et les besoins en outillage numérique.
- > Analyse comparative des services numériques et identification d'outils utiles et accessibles.
- > Préconisation de solutions et d'un plan d'action adapté aidant à la mise en oeuvre.

Envoyé en préfecture le 21/10/2024

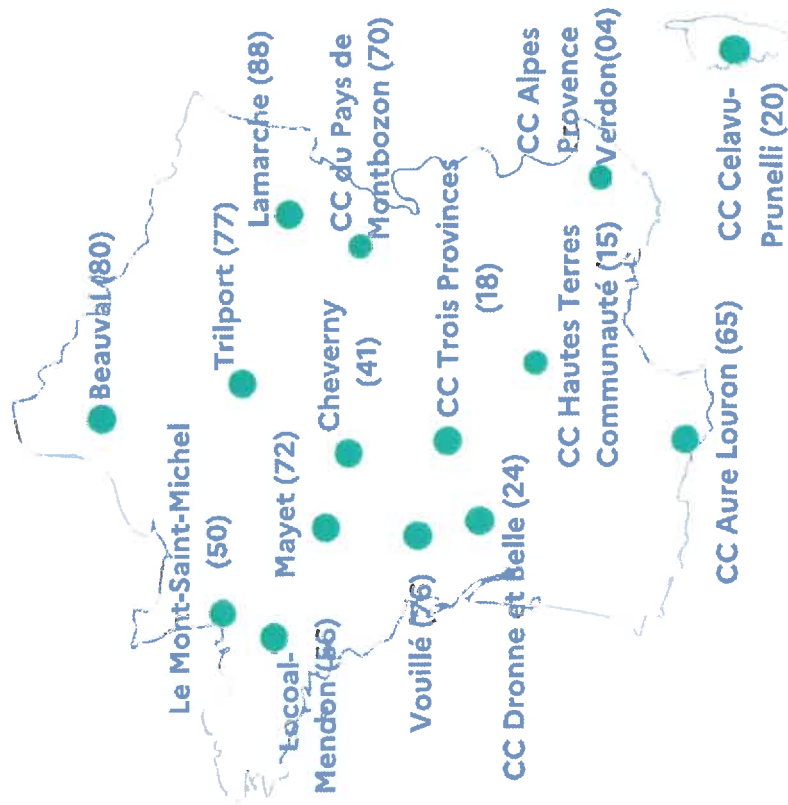
Reçu en préfecture le 21/10/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240926-2024\_CC\_139-DE

anct

# Déjà 200 collectivités accompagnées



Envoyé en préfecture le 21/10/2024

Reçu en préfecture le 21/10/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240926-2024\_CC\_139-DE



# Ces collectivités accompagnées

Envoyé en préfecture le 21/10/2024

Reçu en préfecture le 21/10/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240926-2024\_CC\_139-DE

015



## Mayet

SARTHE  
PAYS DE LA LOIRE

- Simplifier la prise de rendez-vous par les administrés.
- Faciliter la collaboration entre agents et élus.
- Gérer des projets entre élus (agenda partagé, organisation d'évènements).
- Simplifier la gestion de la réservation des salles municipales.



## Craon

MAYENNE  
PAYS DE LA LOIRE

- Gérer les mots de passe de façon sécurisée.
- Simplifier le traitement des demandes des habitants pour le secrétariat.
- Gérer les congés de façon dématérialisée.



## CC Les Trois Provinces et ses 12 communes

CHER  
CENTRE-VAL DE LOIRE

- Mutualiser la compétence informatique au niveau de l'intercommunalité et des communes membres.
- Renforcer la protection des données.
- Sauvegarder les données de façon sécurisée.
- Faciliter le travail des agents techniques et piloter leurs interventions.

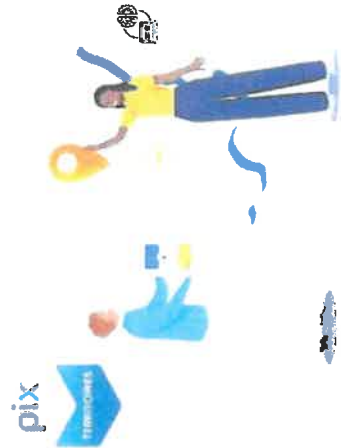
Pour plus de détails : consultez notre page retour d'expériences [ici](#)

# Pour aller plus loin



## Formation

Formez-vous aux bonnes pratiques numériques avec Pix Territoires via des parcours conçus pour les agents et élus des collectivités : bureautique, cybersécurité, travail collaboratif...



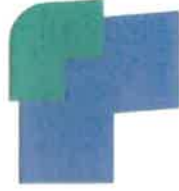
## Mise en oeuvre

Faites-vous accompagner à l'installation et au paramétrage des outils recommandés grâce à des bénévoles experts en numérique






## Réseau de collectivités

Bénéficiez d'un réseau pour échanger les pratiques et retours d'expérience entre collectivités accompagnées.



# L'accompagnement sur mesure n'est pas



-  un dispositif de financement ;
-  un accompagnement au déploiement technique des outils ;
-  un accompagnement sur les enjeux de matériel et d'équipement informatique (ordinateurs, panneaux d'affichage numérique, etc).

Envoyé en préfecture le 21/10/2024

Reçu en préfecture le 21/10/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240926-2024\_CC\_139-DE

**SLO**

# ET APRÈS ?

## CANDIDATER à l'ACCOMPAGNEMENT



DECouvrir  
les accompagnements réalisés  
<https://incubateur.anct.gouv.fr/offre/accompagnement-sur-mesure/catalogue>



## CONSULTER

le site de l'Incubateur

<https://incubateur.anct.gouv.fr/offre/accompagnement-sur-mesure>



## POUR EN SAVOIR PLUS

contactez-nous :  
[deploiement@anct.gouv.fr](mailto:deploiement@anct.gouv.fr)





## Contrat relatif à l'accompagnement numérique sur mesure de l'Incubateur des Territoires de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires

### ENTRE

L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), établissement public de l'Etat, dont le siège est 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07, et immatriculé au Répertoire des Entreprises et des Etablissements sous le numéro SIRET 130 026 032 00016, représenté par Monsieur Laurent ROJEY, agissant en sa qualité de directeur général délégué au numérique de ladite Agence, en vertu d'une délégation de signature qui lui a été consentie par Monsieur Stanislas BOURRON, Directeur Général de ladite Agence et domicilié en cette qualité audit siège,

Ci-après dénommée « l'ANCT », ou « l'Incubateur des Territoires »

### ET

[Nom du bénéficiaire]

[Adresse et Code postal]

Représentée par [Prénom, Nom, Fonction] pour son compte et le compte des communes suivantes :

[Nom de chacune des communes membres]

[Adresse et Code postal]

Représentée par [Prénom, Nom, Fonction]

Ci-après désignée par « les bénéficiaires »,

L'ANCT et [les bénéficiaires] sont ci-après désignées par les « Parties ».

## Préambule

L'Agence Nationale de la Cohésion des territoires (ANCT) est un établissement public de l'Etat créé depuis le 1er janvier 2020 afin de conseiller et de soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans la conception, la définition et la mise en œuvre de leurs projets.

Dans le domaine du numérique, l'ANCT a pour mission d'impulser, d'aider à concevoir et d'accompagner les projets et les initiatives portés notamment par les collectivités territoriales et leurs groupements. Elle favorise le développement des usages et des services numériques dans les territoires.

Dans ce cadre, l'Incubateur des territoires de l'ANCT accompagne les collectivités et leurs groupements dans l'accélération de leur transition numérique par le biais d'un accompagnement numérique sur mesure.

Les bénéficiaires concernés ont sollicité cet accompagnement.

## Article 1 : Objet du contrat

Le présent contrat porte sur les modalités de l'accompagnement numérique sur mesure de l'Incubateur des Territoires de l'ANCT au profit des bénéficiaires.

L'accompagnement consiste à :

- identifier et hiérarchiser les besoins de la collectivité en matière de services numériques et de gestion et production de la donnée ;
- identifier les solutions numériques adaptées qui répondent à ces besoins et peuvent être déployées sur le territoire ;
- formuler des préconisations concernant le déploiement des solutions identifiées ;
- identifier les ressources (humaines, financières, partenariales) mobilisables pour ce déploiement.

## Article 2 : Modalité de l'accompagnement de l'ANCT

L'ANCT s'engage à réaliser un accompagnement de la collectivité se traduisant par :

- la mise à disposition d'un professionnel du numérique au sein de la collectivité à raison d'au moins un déplacement par mission ;
- la réalisation des entretiens, ateliers et rendez-vous réalisés en distanciel par téléphone, logiciel de discussion instantanée ou de visioconférence ;
- la mise à disposition d'accès à la formation en ligne *Pix Territoires* pour deux modules pour chacun des deux agents par bénéficiaire ;
- la documentation de l'accompagnement construite en lien étroit avec la collectivité territoriale ;
- la coordination et le suivi de l'accompagnement par l'équipe de l'Incubateur des Territoires.

La documentation construite en lien avec la collectivité est composée de :

- une synthèse des besoins en numérique identifiés à l'issue des entretiens menés auprès des parties prenantes de la collectivité (agents, élus, administrés, acteurs numériques locaux) ;
- une liste des solutions numériques existantes, identifiées comme pertinentes et susceptibles d'être déployées sur le territoire pour répondre à ces besoins ;
- des préconisations formulées par le professionnel du numérique détaillant les implications techniques, humaines et financières du déploiement de chacune des solutions identifiées ;
- une liste des ressources (financières et partenariales) mobilisables par la collectivité pour initier le déploiement effectif des solutions identifiées par la collectivité.

### Article 3 : Engagements de la collectivité

Les bénéficiaires accompagnés s'engagent à :

- respecter les critères d'éligibilité fixés par l'ANCT ;
- avoir complété le formulaire de diagnostic transmis par l'Incubateur des Territoires en amont du lancement de la mission ;
- avoir identifié un référent opérationnel et interlocuteur privilégié auprès de l'Incubateur des Territoires de l'ANCT ;
- fournir un retour d'expérience auprès de l'ANCT sur le déroulé de l'accompagnement ;
- participer aux actions de sensibilisation et de formation, notamment via l'utilisation de l'outil *Pix Territoires*, prévues au cours de l'accompagnement ;
- consentir à la diffusion des coordonnées de la collectivité et des conclusions de l'accompagnement (contexte, besoins exprimés et solutions recommandées) sur le site internet de l'Incubateur ;
- faciliter l'organisation des différentes réunions fixées par le professionnel du numérique et l'équipe de l'Incubateur des Territoires et y participer.

### Article 4 : Durée de l'accompagnement

Le présent contrat prend effet à la date de sa signature par les parties et prend fin trois (3) mois après la journée d'immersion marquant le début de la mission d'accompagnement, sauf en ce qui concerne les droits et obligations découlant des articles 6 et 7 du présent contrat.

### Article 5 : Modalités du financement

Le financement du dispositif d'accompagnement numérique sur-mesure est assuré intégralement par l'ANCT. Il comprend notamment :

- l'intervention d'un professionnel du numérique auprès de la collectivité pour une durée prévisionnelle de 8 jours maximum ;
- la disponibilité de l'équipe transverse de l'Incubateur des Territoires de l'ANCT ;
- les frais de déplacement et d'hébergement inhérents à l'intervention du professionnel du numérique dans la limite d'un déplacement par commune ,

- L'accès à Pix territoires, la formation en ligne qui permet la montée en compétences des agents sur les enjeux du numérique.

Le budget de l'accompagnement est estimé à environ 8000 €.

## Article 6 : Communication

Chacune des Parties autorise à titre non exclusif l'autre Partie à utiliser son nom et son logo en respectant la charte graphique afférente telle que figurant en Annexe I afin de mettre en avant le partenariat entre les Parties, et à le faire figurer de façon parfaitement visible et lisible sur ses supports de communication.

Il est précisé qu'aucun matériel, visuel, création, annonce, message de quelque nature que ce soit faisant référence à l'une des Parties ne pourra être créé, réalisé et/ou diffusé par l'autre Partie sans son consentement écrit préalable.

Chacune des Parties reconnaît (i) qu'elle n'acquiert aucun droit sur la charte graphique de l'autre Partie autre que celui de l'utiliser conformément aux dispositions de la présente clause et (ii) qu'elle n'est pas autorisée à utiliser et / ou exploiter les marques, dénominations sociales, logo et plus généralement tous les droits de propriété intellectuelle afférents aux signes distinctifs à l'autre Partie, de quelque façon que ce soit (notamment pour leur reproduction, communication et / ou adaptation) et pour quelque raison que ce soit (y compris à titre de référence commerciale ou pour sa propre publicité).

Le droit d'utiliser les éléments verbaux/graphiques de chacune des Parties est accordé uniquement pour la durée du Contrat et prendra automatiquement fin, sans qu'aucune formalité ne soit nécessaire, à son terme, quelle qu'en soit la raison.

Après l'échéance du contrat, toute communication faite par les bénéficiaires sur l'accompagnement numérique sur mesure de l'ANCT devra mentionner l'ANCT sans utilisation de son logo.

## Article 7 : Propriété intellectuelle

L'ANCT cède, à titre non exclusif et gratuit, ses droits de propriété intellectuelle et notamment le droit de reproduction, représentation et diffusion sur tous supports et par tous moyens, à des fins de communication et d'information interne et externe pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle afférents à cette documentation et pour une exploitation à titre gratuit

La documentation devra comporter le logo de l'ANCT. Toutefois, les bénéficiaires reconnaissent qu'ils n'acquiescent aucun droit sur la charte graphique de l'ANCT autre que celui de l'utiliser conformément aux dispositions de la présente clause et qu'il n'est pas autorisé à utiliser et / ou exploiter les marques, dénominations sociales, logo et plus généralement tous les droits de propriété intellectuelle afférents aux signes distinctifs de l'ANCT de quelque façon que ce soit

Envoyé en préfecture le 21/10/2024

Reçu en préfecture le 21/10/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240926-2024\_CC\_139-DE



(notamment pour leur reproduction, communication et / ou adaptation) et pour quelque raison que ce soit (y compris à titre de référence commerciale ou pour leur propre publicité).

## Article 8 : Dispositions Générales

### 8.1 Modification du contrat

Aucun document postérieur, ni aucune modification du contrat, quelle qu'en soit la forme, ne produiront d'effet entre les parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

### 8.2 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations du présent contrat s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision administrative ou judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité du contrat, ni altérer la validité des autres stipulations.

### 8.3 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque du contrat ou acquiesce à son inexécution, que ce soit de manière temporaire ou définitive, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

### 8.4 Cession et transmission du contrat

Le présent contrat étant conclu *intuitu personæ*, les Parties s'interdisent de céder ou de transférer, de quelque manière que ce soit les droits et obligations en résultant, sans leur accord exprès, préalable et écrit respectif.

### 8.5 Résiliation

Aucune résiliation ne pourra intervenir sans que les parties ne se soient rencontrées pour examiner les motifs des difficultés rencontrées et les solutions de nature à permettre la poursuite du contrat.

A l'issue de cette période de concertation, le contrat peut être résilié par l'une des Parties moyennant le respect d'un préavis de quarante jours ouvrés avant l'échéance du contrat, par courriel avec accusé de réception aux autres Parties.

Aucune indemnité ne pourra être demandée du fait de cette résiliation.

Les Parties conviennent qu'en cas de force majeure tel que défini par l'article 1218 du Code civil, les obligations contractuelles seront suspendues à compter de la notification et de la preuve du cas de force majeure par la Partie qui le subit.

Les obligations suspendues seront exécutées à nouveau dès que les effets de l'événement de force majeure auront cessé. Si la situation de force majeure se poursuit au-delà d'un délai d'un

Envoyé en préfecture le 21/10/2024

Reçu en préfecture le 21/10/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240926-2024\_CC\_139-DE



(1) mois, l'autre Partie pourra résilier de plein droit tout ou partie du Contrat, dans les conditions prévues à l'article 6.

### **8.6 Données personnelles**

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 entré en vigueur le 25 mai 2018.

Les Parties s'engagent à utiliser les données recueillies pour les seuls besoins de l'exécution du Contrat ainsi qu'à respecter et à faire respecter par les personnes auxquelles seront confiés le traitement d'informations à caractère personnel des participants, les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

## **Article 9 : Litiges**

Le présent contrat est régi par le droit français.

En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution du contrat, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable entre elles.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels le présent contrat pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Paris.

Fait à Paris, en deux exemplaires originaux, le XX/XX/XXXX

Pour l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT)

Par délégation de signature, M. Laurent Rojey, Directeur général délégué au numérique

Pour les bénéficiaires

M. ou Mme (Prénom) (NOM), (fonction)

Envoyé en préfecture le 21/10/2024

Reçu en préfecture le 21/10/2024

Publié le



ID : 058-200067882-20240926-2024\_CC\_139-DE